



Pôle Vie institutionnelle Vie associative

Dossier : Conseil national

Dossier suivi par : Equipe de direction / Françoise Cahu, assistante

Dates : 5 et 6 octobre 2013

COMPTE-RENDU CONSEIL NATIONAL OCTOBRE 2013

OUVERTURE DU CONSEIL NATIONAL	2
INTRODUCTION.....	2
CALENDRIER CD	2
SITUATION DE LA TRESORERIE.....	2
CONTEXTE GENERAL	2
RETOUR DU TEMPS D’ECHANGE DU SAMEDI MATIN DES RR SUR LA SITUATION	3
RETOUR DES CAMPS D’ETE	3
MOTIONS 2013.....	4
TEXTE SUR LA COEDUCATION.....	4
REFERENTS DEFIS AINES	4
SUPPORT VIDEO POUR OBJET COMMUNICATION FORMATION	5
VIE ASSOCIATIVE, CAMPS DE REGROUPEMENT	6
KITS PEDAGOGIQUES PAR BRANCHES	7
FORMATION DE FORMATEURS TECHNIQUE	8
OBJECTIFS DE CAP CE	9
SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	10
INTRODUCTION.....	10
ANALYSE FINANCIERE.....	10
MOT DE CONCLUSION.....	12
ECHANGES PHASE 2 – TERRITOIRES.....	13
TERRITOIRE 1	13
TERRITOIRE 2	14
TERRITOIRE 3	15
TERRITOIRE 4	16
TERRITOIRE 5	17
TERRITOIRE 6	19
ECHANGES SALARIES : REFLEXIONS/ACTIONS CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT	20
ACCOMPAGNER LES SLA DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT	20
LE RECRUTEMENT DES RESPONSABLES	21
ATELIER COMMUNICATION COMMERCIALISATION DE NOS SEJOURS / ACTIVITES OUVERTS (CAMPS OUVERTS, CROQ’ NATURE).....	22
ECHANGES ELUS : SITUATION GENERALE DE L’ASSOCIATION	24
INFO AG 2014 : LIEU ; METHODE DE FINALISATION DU REGLEMENT GENERAL	24
BILAN DU CONSEIL NATIONAL	24
PRESENTS AU CONSEIL NATIONAL	25

OUVERTURE DU CONSEIL NATIONAL

Yannick Daniel, Président

INTRODUCTION

- ✦ **Actualité du siège :** Le président contextualise les préparatifs des 10 derniers jours du CN, en informant sur l'absence du Délégué général suite à un arrêt de travail. Vincent sera donc absent sur l'ensemble du CN.
- ✦ Suite à un échange partagé en plénier, le Président valide la modification de l'ordre du jour :
 - ➔ Le premier temps Motions est annulé pour permettre un premier temps d'échange sur la situation économique de l'association et partager le retour de la rencontre des RR du samedi matin. Pour autant, les motions prévues sur ce temps ont une proposition de réponse. Un nouveau temps d'échange sera organisé lors du prochain CN de janvier, en complément du temps de travail sur la méthode piloté par Mickaël Lissarre. Les propositions ont été remises en version numérique pendant le temps du CN.
 - ➔ Le temps des 7 motions est tout de même maintenu. Ce temps va permettre d'avancer dans la proposition de réponse et être mise en action (à planifier). Les réponses seront validées lors du prochain CN ou lors de l'AG, en fonction des motions.
- ✦ **Compte rendu de CN :** le Président informe que les derniers comptes rendus du Comité directeur sont toujours accessibles dans le portail, mais qu'ils n'avaient simplement pas été rangés au bon endroit. Le nouveau chemin d'accès sera transmis lors du prochain CR du CD. Le Président précise que les prochains CR de CN qui jusqu'alors étaient transmis dans les 10 jours précédents le CN suivant, seront maintenant transmis dans les 15 jours suivant le CN. L'équipe nationale va présenter le CR de ce CN au prochain CD du 12 octobre pour une transmission dans la semaine, si possible.

CALENDRIER CD

Le Président présente la réorganisation du calendrier de travail du CD, aux membres du CN. Les changements effectués visent à pouvoir travailler au plus proche des régions. Le CN doit servir de pilier à ce lien et permettre un travail en commun, et un même niveau d'information à relayer vers les SLA. Ajout de trois dates :

- ✦ **12/10 :** réunion du CD pour travailler sur le plan de redressement et le modèle économique, à partir des échanges du CN de ce week-end
- ✦ **16/11 :** un temps entre le CD et les RR pour avancer dans la co-construction
- ✦ **17/11 :** une réunion du CD pour valider un plan de redressement

SITUATION DE LA TRESORERIE

Le président informe de la situation de trésorerie tendue et des difficultés rencontrées ces 15 derniers jours, l'Association a dû faire face à un risque de cessation de paiement pour les salaires. Si l'Association se trouve dans une impossibilité de payer les salaires, alors le Président aura 45 jours pour avertir le tribunal concerné.

La situation de trésorerie s'est beaucoup dégradée ces derniers jours, nous sommes en situation d'alerte depuis le 15 septembre. En réponse, plusieurs actions ont été mises en place :

- ✦ **Paiement des salaires fin septembre :** Les salaires ont pu être payés comme convenu mais l'Association a dû demander un différé de paiement des cotisations patronales aux URSSAFS. Un dossier d'étalement des dettes sociales et fiscales doit passer fin novembre en commission
- ✦ **Autorisation de découvert :** Un point journalier est fait par les services du Siège. Depuis plusieurs semaines, nous avons engagé des négociations avec notre banque pour obtenir une autorisation de découvert. Nous venons d'obtenir cette autorisation pour un découvert à hauteur de 600 000 €, autorisation obtenue jusqu'au 31 décembre. Cette autorisation de découvert permet de garantir le paiement des salaires
- ✦ **Paiement des factures :** Le Président informe qu'aucune des factures émises par les Éclés ne doit être étalée ou différée, il faut faire rentrer l'argent

CONTEXTE GENERAL

Dans ce contexte, Yannick Daniel rappelle la décision du CD de faire appel à un cabinet extérieur. Cette décision, qui peut être critiquée, a été prise au regard de la situation des services administratifs et financiers du siège submergés par la remontée des comptes.

Pour souligner ce point, le Président a rappelé que les éléments financiers concernant l'AG ont seulement été transmis 15 jours avant. Le Président a rappelé les décisions du CD prises au mois de juin :

- ✦ **Bec Rond :** demande de rénovation non validée, pour un budget de 150 000€, bien que des demandes de subventions étaient en attente de retour, l'Association ne possédait pas la trésorerie nécessaire. Le Président souligne le fait que cela a été un choix douloureux, mais responsable au vu de la situation

✦ **Augmentation des cotisations** : le Président souligne que la cotisation est ainsi alignée sur l'augmentation du coût de la vie. Ce choix permet une rentrée de 170 000 à 220 000 € de trésorerie, c'est un choix transitoire en attendant la réforme des cotisations

RETOUR DU TEMPS D'ÉCHANGE DU SAMEDI MATIN DES RR SUR LA SITUATION

Prise de parole de Pierre Boulanger au nom des RR

Pierre Boulanger informe que presque toutes les régions se sont réunies le matin même pour parler de la situation. Ce temps d'échanges rassemblait des responsables régionaux et des trésoriers régionaux. Pierre précise que cette réunion n'est pas une défiance mais un partage d'éléments de discussion et que les paroles retransmises font l'objet d'un consensus. Deux points majeurs ont été traités :

✦ **L'absence d'information et les rumeurs** : Il a été souligné que les RR sont des récepteurs et des transmetteurs de l'information. Il est impossible de donner de la valeur à l'information reçue par des rumeurs. Il est rappelé l'importance pour les RR d'avoir une information claire pour servir de relais :

- sur le suivi comptable et budgétaire pour avoir une visibilité financière
- sur l'évolution de l'Association en elle-même : idée d'un membre CD référent sur chaque territoire ?

Les RR regrettent notamment la non-communication autour du non renouvellement du détachement de Bruno Dussout en août 2014. Le Président rappelle son engagement au respect de la réglementation du travail et qu'il n'a pas à traiter de sujets spécifiques à des salariés dans cette configuration plénière mais en des lieux et temps spécifiques (élus du CD et instances du personnel)

✦ **La crise et la nécessité de faire des choix** : Les RR ont la sensation que le CD est bloqué dans ses prises de décision ou que les décisions sont prises au coup par coup. Il est nécessaire que les décisions s'inscrivent dans un plan d'ensemble avec des objectifs clairs et visibles :

- Réfléchir à une construction budgétaire nationale
- Organiser des contrôles budgétaires internes pour redonner tout son sens à la CAF
- Accompagner les régions en difficulté
- Dire clairement aux RR ce que l'on attend d'eux et quel est leur rôle

Les RR souhaitent un début de réponse pour le 16/11 pour être eux aussi acteurs dans le redressement de l'Association.

RETOUR DES CAMPS D'ETE

Didier Bisson

Didier a présenté le retour des camps d'été.

Suite à cette présentation, un échange avec le CN a eu lieu autour de plusieurs sujets :

✦ **Informé les RR des camps et séjours présents sur leur région** : Maurice Grodwohl– RR Lorraine-Alsace - demande à ce que chaque RR puisse être informé avant l'été des camps et séjours Eclés qui ont lieux sur leur région, afin de mieux accompagner les demandes spécifiques en amont ou pendant le déroulement du camp ou du séjour. Cette transmission d'information était prévue, mais elle n'a pas été réalisée. Didier souligne le besoin de rigueur nécessaire autour des déclarations de séjours ; cet été elles sont encore arrivées très tardivement

✦ **Accident à La Planche** : Laurent Dolias remercie le suivi national assuré par Bruno Dussout, suite à l'accident du jeune cet été. Il souligne son sentiment de fierté d'appartenir à une association nationale. Le Président remet en valeur la procédure de la permanence de l'été, mise en place il y a quelques années suite à des incidents. Une procédure transmise chaque année avant l'été auprès du ministère de la Jeunesse des Sports Vie Associative et de l'Éducation Populaire. La ministre a personnellement félicité l'Association (via le Président) pour le sérieux de cette procédure

TEXTE SUR LA COEDUCATION

Motion : Dans le texte intitulé « nos engagements », préambule au règlement général, la coéducation est présentée uniquement par le prisme de la question des sexes, c'est une vision qui n'est pas à la hauteur des engagements des Éclaireuses Éclaireurs de France. Nous demandons que ce texte soit réécrit en intégrant notamment les dimensions sociales, intergénérationnelles, et d'autonomie.

Personnes présentes et fonctions : Raymonde Dérourard (CD) ; Dominique Mathieu (CD) ; Isabelle Soltyziak (CD) ; Mickaël Lissarre (CD) ; Adèle Barthas-Ardourel (RR Midi-Pyrénées) ; Pierre Boulanger (RR Aquitaine) ; Céline Lebailly (RR Normandie) ; Lydia Mounib (Directrice Valloire) ; Eric de Francisci (Directeur La Planche) ; Muriel Marshall (Directrice Fabian) ; Pascal Péron (DT) ; Claudie Delpy

✧ Problématiques

- Faut-il changer le texte ?
- Faut-il redéfinir la coéducation chez les EEDF ? (Si oui comment ?)

✧ Argumentaires des groupes

- Il faut changer le texte (10/12). Il ne faut pas tout réécrire mais le compléter avec d'autres champs à prendre en considération : interculturel, intergénérationnel, diversité sociale, filles/garçons, diplômé/non diplômé
- Il ne faut pas définir les personnes par leur sexe
- La coéducation se définit par les personnes mais aussi par la méthode d'éducation l'un par l'autre quelques soient les personnes
- Il faut profiter du travail commencé en 2013 /2014 pour élargir et enrichir la définition. (TAMGRAM MidiPy- Routes Nouvelles de mars consacré à la coéducation : anniversaire de la fusion de 1964)
- Il ne faut pas changer le texte (10/12) car l'angle fille/garçon est l'entrée principale de la coéducation. C'est le seul paragraphe qui pose précisément la question des garçons et des filles chez les EEDF, les autres champs considérés sont pris en compte dans d'autres paragraphes et d'autres textes

✧ **Un risque :** que la transformation de la définition impacte sur d'autres textes (statuts, etc.)

✧ **Décision :** Le groupe décide d'enrichir la thématique. Midi-Pyrénées propose une ré-écriture du texte qui circulera dans le groupe de travail. La définition finale sera envoyée avant le prochain CN au CD qui retravaillera sa réponse finale en vue d'une proposition en AG

REFERENTS DEFI AINES

Motion : La Région Provence, réunie en Congrès le 16 février 2013, demande que l'Association précise le rôle des référents lors du Défi Aînés et qu'ils soient partie prenante dans le déroulement ou pris en charge lors de temps de formation.

Personnes présentes et fonctions : Laurent Zam (RR Bretagne) ; Emmanuelle Courtial (RR Auvergne-Limousin) ; Claude Cordier-Richard (RR Bourgogne) ; Laurent Dolias (RR Midi-Pyrénées) ; Jean-Claude Herdalot (CD) ; Pascal Lartigue (DT) ; Sylvain Roublique (DT)

✧ Lien Référents / équipe d'orga

- **Freins/pièges :**
 - Les référents sont connus trop tard et donc prévenus trop tard et de plus, le « carnet de route » est souvent découvert à l'arrivée au rassemblement
 - Une personne est référente aux liens entre équipe d'orga et référents de clan
- **Propositions :**
 - Identifier au mieux en amont les référents pour leur envoyer le « carnet de route »
 - Repositionner les référents plus proches de l'équipe d'orga (davantage associés aux décisions)
 - Réunion quotidienne

✧ Formation

- **Propositions :**
 - Une large place est consacrée à la formation des référents pendant le rassemblement
 - Prévoir des temps de formation en cours d'année

✧ Accompagnement / Autonomie des Clans

- **Freins/pièges :**
 - Les référents vivent avec les Clans (espace camping)
 - Les coins fumeurs étaient autour des feux de chaque coin cuisine donc non maîtrisables
 - Les aînés sont mis en situation de « consommateurs » ce qui provoque donc une infantilisation des relations avec les ados
 - Défi de moins en moins compétitif
- **Propositions :**
 - Un conseil à heure fixe tous les jours
 - Respect d'un coin fumeurs et du temps fumeurs
 - Avoir des temps basés sur « l'engagement »
 - Responsabiliser d'avantage les clans voire éloigner les référents des clans et les rapprocher physiquement de l'équipe d'organisation

SUPPORT VIDEO POUR OBJET COMMUNICATION FORMATION

Motion : La région Nord-Pas-de-Calais, réunie en congrès les 23 et 24 mars, constate la difficulté aujourd'hui de communiquer sur le projet de l'association, notamment durant nos propositions de formation BAFA. Nous souhaitons que, nationalement, soit pris en charge la réalisation d'un support vidéo présentant l'association et déclinant l'ensemble de nos actions (groupes, séjours ouverts et adaptés, croq'nature, formation...).

Personnes présentes et fonctions : Flora Joly (AT Languedoc-Roussillon° ; Maud Auger (AT Ile-de-France) ; Nicolas Gloriant (AT Nord-Pas-de Calais) ; Maurice Grodwoh (RR Lorraine-Alsace)

✧ Brainstorming sur le contenu d'une vidéo de présentation des EEDF

Formation – groupe – valeurs – projet – engagement – camps – laïcité – pédagogie – actions école – centres – foulard – handicap – JAE – scoutisme – équipe nationale – équipe régionale – responsable de groupe – bénévoles – autonomie – éducation – complémentarité – finance – histoire – nature - jeux – aventure – branches – ludothèque - coéducation – citoyenneté – mixité – services vacances - rassemblements

✧ Le Brainstorming fait ressortir 3 thèmes

- **Thème 1 : projet éducatif et valeurs :** Complémentarité - mixité – valeurs – projet – pédagogie – autonomie - engagement - citoyenneté - coéducation - éducation
- **Thème 2 : les activités :** Jeux – aventure – scoutisme - histoire – rassemblements - actions école – nature - formation - foulard - camps
- **Thème 3 : l'organisation /structures :** Équipe nationale – équipe régionale - bénévoles - responsable de groupe - ludothèque - services vacances - centres – JAE - branches

✧ Thème 1 : Projet éducatif et valeurs

- **Quels éléments doit-on mettre en valeur ?**
 - Les 5 valeurs de l'association
 - Handicap
 - Démarche participative
 - Temps conseil
 - Autonomie
- **Quelle mise en scène ? (personnes, lieux)**
 - Filmer l'activité d'un groupe local en faisant apparaître des mots clé sur les images
 - Interview d'un responsable de groupes ou d'un responsable d'activité
- **Quelles sont les erreurs à éviter ?**
 - Eviter les longueurs et les grands discours pompeux
- **Conclusion**

Attention à ne pas refaire une vidéo déjà existante dans l'association.

➔ Lancer un appel pour que les adhérents envoient leurs vidéos de présentation de l'association

La région Languedoc Roussillon travaille cette année sur une vidéo sur l'engagement aux Eclés : à suivre.

➔ A voir : les vidéos des CEMEA : « c'est nous qui font, c'est nous qui décide »

➔ Personnes ressources potentielles pour réaliser une vidéo : Elsa Auber - Audry Gaillard

✧ Thème 2 : les activités

- **Quels éléments doit-on mettre en valeur ?**
 - Aventure
 - Scoutisme
 - Projet
 - Camps

- **Quelle mise en scène ? (personnes, lieux)**
 - Suivre une activité Éclés par ex : « Gopro » sur un enfant ou vidéo à partir d'un drone
 - Filmer des temps de vie quotidienne
 - Interview des acteurs : enfants responsables...
- **Quelles sont les erreurs à éviter ?**
 - Les clichés, monde de « bisounours », folklore

✧ **Thème 3 : Organisation / structures**

- **Quels éléments doit-on mettre en valeur ?**
 - Les bénévoles (équipes de groupes, formateurs, animateurs)
 - Les JAE à travers transhumances 3, les services civiques...
 - Les branches : lutins, louveteaux, Éclés, Aïnés
- **Quelle mise en scène ? (personnes, lieux)**
 - Vidéo sur une intendance/cuisine ou prépa logistique d'un week-end
 - Interview d'un responsable formateur
 - Plusieurs photos de volontaires en activité avec voix off
 - Présentation des camps en faisant apparaître les noms des branches
- **Quelles sont les erreurs à éviter ?**
 - Attention au vocabulaire Éclés
 - Etre vigilant à la mixité des âges, des sexes...

VIE ASSOCIATIVE, CAMPS DE REGROUPEMENT

Motion : Alerte sur l'accompagnement des camps de regroupement.

Au vu de la multiplication des camps de regroupement et des difficultés rencontrées par quelques groupes, les régions Forez et Languedoc-Roussillon souhaitent qu'un dispositif soit conçu pour permettre aux différents participants d'aborder les étapes organisationnelles et pédagogiques d'un tel séjour.

Présents : Elie Senty (TR Lyon) ; Olivier Cellier (CD, RR Grenoble, trésorier Valloire) ; Anna Abrant (TR Forez) ; Guillaume Blanchard (RR Pays De La Loire) ; Mickaël Letertre (AT Côte d'Azur) ; Geneviève Lucas (RR Languedoc Roussillon, CGA Bécours) ; Emmanuel Louis (DT) ; Jean-Louis Dupuis (DT)

✧ **Commentaires généraux**

Domage de ne pas avoir traité la motion à l'AG. Le nombre important de motions est un exutoire lié à l'absence de réponse aux demandes formulées à l'attention de l'échelon national. Tant qu'il n'y aura pas de communication interne (des réponses), ce sont les statuts qui seront utilisés pour obtenir des réponses. Cela révèle un dysfonctionnement dans le travail ensemble

✧ **Ce qui a été dit :**

La discussion fait émerger des questions et des remarques :

- C'est souvent un conflit de personnes qui compromet le bon fonctionnement du partenariat
- Faut-il réglementer l'organisation des camps de regroupements ?
- Faut-il tout réglementer ?

Et des avis

- Utilité de créer un document pour formaliser le fonctionnement
- Etre vigilants à la gestion des comptes
- Etablir des règles claires concernant la gestion des excédents et leurs répartitions

✧ **Listes des argumentaires choisis par le groupe :**

- Le camp de regroupement n'est pas une fin en soi mais une étape, un passage
- Il n'est pas nécessaire de tout légiférer
- Un document d'accompagnement peut être utile
- Bon sens à préserver, s'appuyer sur l'intelligence des groupes
- Mettre des outils à disposition si besoin
- Importance de la place des réseaux politiques régionaux, techniques et pédagogiques (AT&DT)

✧ **Que faisons-nous ?**

- La production d'un outil

Il ne faut pas légiférer cette question.

Nous proposons la construction d'un « guide » simple contenant des questions à se poser. Un outil qui suscite le questionnement pour bien préparer le projet et qui invite à la vigilance et la bienveillance, avec des « points d'alerte » (les camps de regroupement pour les Nuls).

- Une vigilance relative à la constitution des regroupements

Dissocier les projets de regroupements et les SOS camp. Permettre d'éviter les SOS camp.

- Une attention à la construction du projet

Il est important de viser la construction d'un « projet commun » entre enfants / entre adultes et de veiller à mutualiser les différents projets d'année. Une attention particulière à apporter aux pré-camps qui constituent et fédèrent les équipes. Besoin de l'anticiper dès janvier au moins.

✦ **Qui mettra en œuvre ? Avec qui ?**

ENT pédagogie : les acteurs de cette équipe sont directeur de camps / responsables de groupes, ...

✦ **Quand l'action doit-elle être mise en œuvre ?**

- Echange au CN de janvier
- Une réunion de l'ENT pédagogie en janvier
- Envoi dans campagne d'été en février 2014, si possible
- Diffusion via RN ?

✦ **Comment l'action sera mise en œuvre (méthodologie globale) ?**

- Partir de l'outil existant et l'enrichir avec les propositions citées ci-dessus
- L'EN pédagogie peut être missionnée par le CD
- Travailler en amont pour éviter le SOS camp
- Vigilance jeune directeur !!!
- Place des équipes de groupes & des parents
- Rôle particulier du responsable de camp
- Place de la validation : qui valide ?

KITS PEDAGOGIQUES PAR BRANCHES

Motion : Nous souhaitons que les kits pédagogiques par branche, autrefois disponibles à la boutique le soient de nouveau, en effet il nous semble important que les responsables aient accès à une documentation relative à la pédagogie de branche qui permet d'accompagner les équipes et de donner de la cohérence à nos activités.

Présents : Frédéric Le Plaine (CD) ; Christine Ribault (TR Bourgogne) ; Maurice Marais (RESLA Le Fontenil) ; Nicolas Facino (AT Provence) ; Gaël Utard (RR Midi-Pyrénées) ; Sabine Moreau (AT Auvergne-Limousin) ; Yannick Nancy (RR Franche Comté) ; Justine Donnard (RR Ile-de-France) ; David Gualandi (AT Aquitaine) ; Bertrand Pinlet (AT Lyon) ; Alain Marché (DN) ; Didier Bisson (DN)

✦ **Les contenus des kits**

- Revisiter les contenus (compléments, réactualisation...)
- L'existant, l'inventaire existe par branche
- Retrouver l'existant pour compilation. En cours !
- Création de fiches technique
- L'aventure de branche (cf. les dossiers de l'animation)
- Carnets de l'équipage (hors piste,...), carnet du responsable avec passeport de l'engagement
- Fiches techniques, repère pour un programme, fiches pédagogiques, 7 éléments de la méthode, carnet de chant, où trouver quoi ?
- Un outil d'évaluation
- Le projet éducatif
- L'idéal laïque
- La méthodologie du projet
- Les outils de progression : à construire pour les Lutins et Aînés. A retravailler sur les Louveteaux et les éclés

A noter concernant les outils de progression : les équipes nationales travaillant sur les branches ont démarré un travail sur ce sujet depuis l'an passé et continue à y réfléchir.

✦ **La communication (supports...)**

- Faire partager ce qui existe dans les structures
- Les revues
- Base documentaire (Portail)
- Relais par les régions (référents de branches ou autre)

✦ **La mise en œuvre (création du kit : quand est-il diffusé, à qui, qui diffuse...)**

- Fin juin dans les groupes pour s'en emparer dès septembre
- Rappel du sens, comment utiliser les outils
- Avant les Tremplins camp
- Pendant la formation en général (BAFA, For de For...)

Problème de communication. On n'est pas au courant de ce qui est en cours de réflexion et/ou de construction au niveau national.

Suite à la remarque ci-dessus, nous tenons à vous informer de différentes choses concernant les outils pédagogiques : une réflexion est en cours pour que les Pdf des revues de 2008 à 2012 soient mis en lignes avec un répertoire des différentes rubriques et des outils pouvant servir aux responsables.

Un grand nombre d'outils est déjà sur la base documentaire du portail EntrEclés et à terme cette dernière devrait être transférée sur un espace documentaire du site EEDF pour un accès plus facile.

Un premier travail de diffusion des outils va être mis en lien avec la campagne d'été 2014 afin qu'ils puissent servir pour les Tremplins camps.

FORMATION DE FORMATEURS TECHNIQUE

Motion : La Région Ile-de-France, réunie en congrès les 23 et 24 février 2013 à Igny (91), demande à l'assemblée générale et au comité directeur dans le cadre de « la proposition pédagogique rénovée » (point 1 des orientations nationales) d'engager une démarche sur un point particulier de la formation : « la formation de formateur »

Présents : Sigrig Azouz Ménard (CD) ; Daniel Séreno (CD) ; Emilie Veaux (SV), Xavier Blazejewski (SV Orléans), Gilbert Grandjean (Les Tronches), Sandrine Mandin (AT Pays de la Loire), Bruno Dussout (EN)

✧ Listes des arguments identifiés par le groupe :

La question posée concerne l'ensemble des formateurs, elle propose qu'ils disposent des compétences à transmettre autour de la pratique du scoutisme.

Plusieurs remarques nous semblent nécessaires :

- On entend l'interrogation relative à la formation de formateurs. Il est peut-être temps d'interroger le dispositif de formation de formateurs. Pour autant ce dispositif convient aujourd'hui avec un module 1 tourné vers l'exercice de la fonction, un module 2 de formation continue ouvert à toute thématique, et un module 3 consacré à la formation des responsables de stages
- La construction d'un module 2 autour de la pratique du scoutisme est parfaitement possible. Habituellement, ce sont les territoires qui décident et prennent en charge la définition d'un tel module. Il existe d'ailleurs déjà des propositions de formation qui ont abordé la question. Le secteur formation apporte son aide en fonction de la demande, sur tout sujet
- La demande ne justifie pas une motion, un coup de fil suffit
- La thématique proposée nous semble pour autant justifiée. D'autres espaces nous semblent nécessaires à investir dans le cadre de la réflexion autour du scoutisme d'aujourd'hui. Nous pensons nécessaire d'en élargir le champ au-delà de la fonction de formateur

✧ Suite aux choix du groupe, définition de la mise en œuvre :

Que faisons-nous ?

- Un travail va s'engager autour du parcours de formation des bénévoles
- Nous mettons en œuvre une formation des responsables d'unités. Le module approfondissement est consacré à la pédagogie du scoutisme dans l'animation d'une branche
- Nous proposons une formation au scoutisme à destination des salariés. Une session est organisée en novembre pour la deuxième année
- Nous réfléchissons à l'éventualité d'une rencontre nationale autour du scoutisme d'aujourd'hui, ouverte à tous, proche du modèle choisi pour le Trip. Elle associerait les membres des équipes nationales thématiques et permettrait de travailler la question avec tous les formateurs intéressés
- Nous sommes en mesure de construire une proposition « formation de formateurs module 2 », en réponse à une programmation décidée en territoire. Mais nous n'allons pas construire un module qui n'est ni décidé ni programmé

✧ **Qui mettra en œuvre ? Avec qui ?**

- La responsabilité de la question incombe au pôle EFI. Elle croise les secteurs formation et pédagogie
- Le secteur formation est en mesure de construire une proposition de module 2
- Les régions et territoires qui souhaitent porter une action de ce type peuvent être soutenus dans leur projet par le secteur formation
- Un groupe du CD, sous le pilotage de Sigrig Azouz Ménard, engage un travail autour du parcours de formation des bénévoles

✧ **Quand l'action doit-elle être mise en œuvre ?**

- L'action est engagée

✧ **Comment l'action sera mise en œuvre (méthodologie globale) ?** Dans tous les cas :

- Construction d'un dispositif ou d'un module de formation. En fonction de l'action projetée, l'équipe de travail peut être différente : comité directeur, équipe EFI (ou autre appellation, équipe nationale formation et pédagogie)
- Organisation dans le cadre d'un module, par l'échelon régional ou territorial

OBJECTIFS DE CAP CE

Motion : La région Bretagne, réunie en Congrès les 23 et 24 mars, dépose la motion suivante : Interroger le contenu pédagogique de CAP CE en accentuant les aspects de formation.

Présents : Coralie Mercier (CD, TR Lorraine-Alsace) ; Linda Pacault (AT Lorraine-Alsace) ; Christophe Pierrot (CAF, TR adjoint Champagne Ardenne) ; Loïc Guilloit (Trésorier Bec Rond) ; Laurent Bodereau (DT)

✧ **Présentation problématique**

Un rassemblement tous les ans, est-ce judicieux ? La périodicité et le contenu sont-ils encore pertinents ? Sont-ce encore des rassemblements où la formation des éclais est la priorité ?

✧ **Listes des argumentaires identifiés par le groupe :**

○ **Que doit contenir un tel rassemblement pour**

- Les équipages ?
 - ✓ Rite de passage
 - ✓ Temps de formation pratique sur les fonctions (tronc commun : hors pistes/étapes et brevets, acter les acquis
 - ✓ Dynamisme/ lancement de l'année
- Les CE ?
 - ✓ Notion de coordination
 - ✓ Rite de passage
 - ✓ Mise en place d'une dynamique d'équipage pour l'année
- Les responsables ?
 - ✓ Lancer l'année
 - ✓ De la formation
 - ✓ Des temps entre responsables (hors 5^{ème})

○ **Quels apports ce rassemblement doit-il avoir pour les groupes ?**

- Les équipages
 - ✓ Une finalité pour les jeunes
 - ✓ Un moyen de fidéliser les jeunes
- Les CE
 - ✓ Dynamisme
 - ✓ Rencontre / échange
- Les responsables
 - ✓ Formation/ outils sur l'animation de la branche
 - ✓ Réseaux de responsables (facebook, téléphone,...)

○ **Que faut-il arrêter ?**

- Les équipages
 - ✓ Jeunes éclais de moins de 13 ans et n'ayant pas fait de camp
 - ✓ De le faire tous les ans
- Les CE
 - ✓ Séparation des CE et du reste de l'équipage
 - ✓ Pas de lien entre le travail fait avec les CE et celui fait avec les équipages
 - ✓ De le faire tous les ans, alterner 1 année CAP et une année DEFI
- Les responsables
 - ✓ Les responsables qui ne connaissent pas les enfants ou qui ne sont pas sur cette branche

○ **Liste des arguments choisis par le groupe :**

- Réfléchir à une nouvelle périodicité (tous les 2 ans), avec candidature des régions pour l'organisation
- Tronc commun
- Ces rassemblements doivent être des lieux d'expérimentation
- Le travail de ce groupe doit être fait en lien avec le groupe qui va travailler sur le kit pédagogique des branches

✧ **Suite aux choix du groupe, définition de la mise en œuvre**

○ **Que faisons-nous ?**

- Définir un tronc commun
- Se décider sur une périodicité, et des actions à mener entre les rassemblements

○ **Qui mettra en œuvre ? Avec qui ?**

- Identifier 4 ou 5 personnes
- Faire le lien avec le groupe « Kit Pédagogique »
- Echancier : pour le 30 juin, il faut que le contenu du tronc commun soit identifié (attendus, objectifs)
- **Quand l'action doit-elle être mise en œuvre ?**
 - S'appuyer sur les congrès
 - Constituer un groupe de travail
- **Comment l'action sera mise en œuvre (méthodologie globale) ?**
 - Périodicité : tous les deux ans
 - Les rassemblements eux-même

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Philippe Girard, Consultant extérieur

En accompagnement de ce compte rendu, vous pourrez trouver en pièce jointe la présentation PPT faite lors de cet échange.

INTRODUCTION

Cédric Disconsi – Trésorier National

Le trésorier informe que le temps d'échange qui va suivre va être centré sur l'analyse de la situation financière des Eclés depuis quelques années.

- ✦ **La cellule de crise** : Le trésorier présente le fonctionnement de la cellule de crise constituée d'Elus au nombre de 4 (issus du CD) et de salariés au nombre de trois 3 (issus de l'Equipe Nationale) et du consultant :
 - Elus : Cédric Disconsi – Nadine Tétron – Ludovic Coupin – Yannick Daniel
 - Salariés : Bruno Aïssou – Vincent Cocquebert – Laëtitia Ferté
 - Consultant : Philippe Girard

Le principe de la cellule de crise est de fonctionner en mandat, chacun des membres à mandat à prendre des décisions. Cependant chacune des décisions prises est validée lors du CD qui suit. A chaque CD le mandat des membres de la cellule de crise est renouvelé.

La cellule de crise a pour mandat de :

- Focaliser sur la situation de crise de l'Association
- Décider et d'agir
- Raccourcir les circuits de décision

- ✦ **Présentation du consultant** : Le trésorier introduit la présence du consultant, qui va présenter une analyse financière des Eclés et les premières orientations pour sortir de la crise, qui ont été échangées lors du séminaire des 22 et 23 juin. A ce séminaire étaient présents les membres du CD, les DT, le RAF, la RH et le DG

ANALYSE FINANCIERE

Philippe Girard

LE COMPTE RENDU QUI SUIT RELEVE SEULEMENT DES ELEMENTS D'ECHANGES ENTRE LE CONSULTANT ET LES PARTICIPANTS AU CN AINSI QUE LES ELEMENTS MIS EN VALEUR PENDANT LA PRESENTATION, IL NE PEUT SE DETACHER DE LA PRESENTATION FAITE PAR LE CONSULTANT.

La situation Economique

Le consultant présente la situation catastrophique dans laquelle se trouvent actuellement les Eclés, il s'avère que depuis quelques années les Eclés « s'appauvrissent » et parallèlement ont beaucoup investi dans leur immobilier. Les choix réalisés (développement de la masse salariale, investissement dans la pierre) ont été faits sans tenir compte de la réelle capacité financière de l'association.

L'association commence juste à pouvoir identifier sa capacité financière.

L'analyse financière faite, permet de montrer que **les Eclés perdent 3 000€ / jour en 2012 - 7 jours par semaine**. En 2012, on pouvait retrouver encore l'impact du centenaire.

Cette situation est générale et est issue de l'ensemble des secteurs d'activités des Eclés. Quelques exemples parmi d'autres ont été relevés :

- ✦ lorsqu'on dit que l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) des groupes locaux est négatif, cela revient à dire que les activités proposées dans les groupes sont payées moins cher qu'elles ne coûtent au groupe local. Le coût des activités d'année, voire des camps ne prend pas en compte l'ensemble des coûts des services rendus aux SLA
- ✦ Les centres permanents ont eux aussi un EBE négatif, l'investissement dans la pierre de ces dernières années a grandement affaibli l'EBE. Pour autant, le consultant souligne que l'investissement réalisé ne sera pas encore

suffisant au vu de la loi sur l'accessibilité qui sera en application en 2015-2016, demandant que l'ensemble des lieux d'accueil soit accessible aux personnes porteuses de handicap

- * La CAT qui permettait aux SLA de placer l'argent sur un compte ne rapporte plus. Le système est dysfonctionnant aujourd'hui
 - o Des intérêts supérieurs à ceux que touche l'association sont versés aux SLA. Le consultant rappelle la décision, prise par le CD lors du séminaire de juin, d'arrêter le versement de ces intérêts
 - o Il est rappelé, le choix stratégique voté par l'Association lors de la mise en place de cette CAT : regrouper l'ensemble des comptes de l'Association à la BRED
 - o Il semble que certaines SLA possèdent des comptes dans d'autres banques, et que cette pratique aurait tendance à augmenter. Le président rappelle que seule la BRED a habilitation à ouvrir des comptes EEDF, et que cette information est inscrite dans les statuts de l'Association. Le président souligne aussi l'importance de ce point : en droit, l'ouverture d'un compte dans une autre banque peut être considérée comme de l'abus de bien social

Modèle économique en réflexion

Le consultant rappelle que des premières pistes ont été réfléchies lors du séminaire des 22 et 23 juin dernier, séminaire dans lequel étaient présents les membres du CD, les DT et les salariés de la cellule de crise.

Ce séminaire a permis de mettre en avant le manque de clarté sur la problématique de gouvernance de l'Association et a souligné que de grandes décisions devront être prises.

Le consultant souligne l'importance de la difficulté de la situation actuelle. La sortie de la crise est possible à condition que l'ensemble des Eclés jouent collectifs. Pour passer le cap, il faut éviter les discordes, et ne laisser personne se retrancher dans son pré carré.

Le trésorier présente l'ensemble des décisions prises à l'issue de ce séminaire et les décisions / scénarios qui sont en cours de réflexion.

Questions posées et réponses apportées

- * *Ignorance de la situation, il est spécifié qu'il n'y aura pas de renouvellement des postes suite à des départs naturels que signifie « départ naturel » ?*

Les départs naturels concernent : les démissions, les fins de CDD.

- * *Pourquoi si peu d'information auprès des régions, libre cours aux rumeurs ?*

Il faut maintenant rentrer dans une démarche de communication auprès de nos adhérents.

Le président re-communique sur la situation économique qui s'est fortement dégradée ces dernières semaines, une prévision au mois de juin, qui a complètement basculé ces 15 derniers jours. Le président réaffirme le choix fait par le CD d'avoir un temps préalable avec l'échelon régional par ce CN avant de transmettre l'information au niveau local et auprès de l'ensemble des adhérents.

- * *Il faut faire des efforts, tout le monde est d'accord. On a le sentiment que les efforts prévus ne concernent pas le siège*

Le trésorier rappelle que les efforts à réaliser concernent l'ensemble des strates de l'Association, l'ensemble des fonctions, postes, personnes et activités. Le président confirme que des ventes vont être réalisées dans les mois à venir. Ces choix sont difficiles à prendre, au regard de l'attachement de certains bénévoles, pour autant il va falloir être responsable. Une réflexion pertinente dans les choix à venir doit être conduite. Cette réflexion se réalise dans la continuité de la démarche lancée l'an passé, à travers le recensement des régions sur l'état des propriétés Eclés et leur utilisation. Le président précise que les démarches de ventes sont longues et que l'entrée d'argent n'améliorera la situation que de manière ponctuelle.

- * *Ces dernières années beaucoup de paris risqués ont été pris, certains ont été perdus. A-t-on fait l'analyse des raisons des échecs ? Par exemple, lors de l'ouverture du SV de Lyon, il y a eu un manque d'expertise visible lors du choix du salarié*

- * *Les EEUdF ont eux-aussi rencontré des difficultés il y a quelques années, avons-nous pris le temps de comparer notre situation à la leur pour mieux nous comprendre ?*

Le président confirme que les EEUdF ont mis en place un plan de développement il y a quelques années. Un effet positif a été constaté sur leurs effectifs et du point de vue de la qualité des projets. Pour autant, le retour sur investissement est peu visible avec une perte des marges de manœuvre et l'amoinissement de leurs ressources financières. Ils rencontrent actuellement une problématique pour transformer l'essai. Les SGDF sont confrontés à un déficit notable malgré un développement des effectifs.

Un temps de travail avec eux a permis d'échanger et de mieux comprendre leur situation.

- * *Comment peut-on mobiliser nos partenaires institutionnels face à cette situation économique ? Que pouvons-nous faire face aux collectivités territoriales qui elles aussi paient à 150 jours ?*

Le président pense que cette problématique doit être partagée et réfléchiée avec les associations partenaires. L'association doit travailler au niveau des partenaires institutionnels pour qu'ils prennent conscience de la difficulté de telles pratiques.

- ✦ *La situation économique actuelle, compliquée, impacte fortement le moral des salariés. Afin de garder une bonne motivation des salariés, il ne semble pas très judicieux pour le moment de négocier les accords salariaux. L'ensemble des salariés fait déjà don d'une partie du temps de travail, il paraît difficile de demander plus. La notion de « faire partie d'un ensemble » est difficile à percevoir par les salariés, alors qu'ils ont la sensation d'être montrés du doigt dans cette situation*

La masse salariale a augmenté de 3% ces dernières années. Il est proposé de réétudier l'accord d'entreprise afin de ralentir cette croissance et de l'adapter à nos capacités financières. L'accord d'entreprise est plus avantageux que la convention collective. La proposition vise à étaler la progression des points de carrière, en s'appuyant sur la convention collective, afin d'économiser 120 000€ sur 2 ans.

Les efforts sont à réaliser dans chacune des sphères de l'association.

- ✦ *Pourquoi cette immobilisme alors que la connaissance de cette problématique financière est connue depuis quelques années ?*

Le président rappelle le manque de visibilité sur les comptes avant 2009, où lors de l'Assemblée Générale, il était simplement présenté les comptes du siège et des structures nationales. Il rappelle aussi les ovations qui ponctuaient l'énoncé des structures qui n'avaient pas remonté leurs comptes pour l'AG. Ce n'est qu'à partir de 2009, que la prise de conscience a été effective, avec l'arrivée d'un nouveau commissaire aux comptes.

Points d'attention soulevés

- ✦ Cela fait plusieurs années que des régions s'enfoncent, l'alerte est lancée régulièrement au siège national. Pour autant ces alertes sont restées à ce jour sans retour
- ✦ Les évolutions sur la cotisation décidées au mois de juin, et mises en application dès cette rentrée, ont été mal accompagnées par l'association

Cette évolution de la cotisation permet une défiscalisation plus importante pour les familles. Auparavant, seule la part nationale pouvait faire l'objet d'une défiscalisation. Aujourd'hui c'est le montant des parts nationales et régionales qui est pris en compte dans la déduction fiscale

- ✦ La situation économique est aussi complexe à gérer pour les RR et TR. Ils arrivent au CN fortement énervés par le manque d'information et l'absence de retour d'un siège qui paraît dépassé. Certains d'entre eux interrogeaient la continuité de leur engagement futur

Propositions apportées

- ✦ *Les procédures en cours avec la Bred pour une meilleure visibilité des comptes de chacune des SLA sont validées (mise en place de procédures d'alerte)*

→ Afin de permettre aux RR un meilleur suivi des groupes et notamment sur le suivi financier des groupes, serait-il possible que les RR aient accès aux comptes et / ou soient informé de la situation des groupes sur leur région ?

→ Le trésorier souligne la complexité du plan de trésorerie : il y a environ 500 comptes à la BRED. Il est souligné l'importance de la mise en place des plateformes, car la coordination nationale de ces 500 comptes est trop complexe et impacte fortement sur le volume du nombre d'échanges et des retours mails aux questions

- ✦ *Les recettes des SLA viennent à 80% de l'activité (camps, stages)*

→ Il faut pouvoir rentrer dans une pratique où une part de fonctionnement de l'année de la SLA est impactée sur le budget de camp

- ✦ *Lors des choix de fermetures d'activités pour non rentabilité économique du fait d'une mauvaise gestion :*

→ Il faut étudier la rentabilité du projet pour envisager la reprise de l'activité par une autre structure mieux gérée.

→ Cette situation est compliquée pour les bénévoles. Il faut accompagner les RR dans ces fermetures d'activités, car ce sont eux qui sont en proximité des salariés touchés. Le président accompagne cette proposition en partageant une réflexion conduite par le CD autour d'une organisation prévoyant un représentant par territoire.

- ✦ *Besoin de rentrer dans une dynamique de sectorisation des activités des centres*

- ✦ *Il faut ouvrir une réflexion sur les tarifs dont bénéficient les Services Vacances quant à leur utilisation des centres Eclés*

MOT DE CONCLUSION

Yannick Daniel

« On y croit, les EEDF seront là dans plusieurs années. Le redressement est à notre portée, on peut y arriver. C'est dans nos possibilités si nous parvenons à ne pas nous disperser. Nous sommes tous acteurs ».

TERRITOIRE 1

Présents : Isabelle Dhoyer (NPDC), Jérémie Hermant (Morbecque), Florence Lecat (NPDC), Justine Donnard (IDF), Maud Auger (IDF), Daniel Séréno (CD), Sigrid Azouz-Ménard (CD), Elsa Ioubet (CD), Emilie Veaux (SV Compiègne), Xavier Blazejewski (SV Orléans), Claudie Delpey (Siège), Jean-Louis Dupuis (DT)

✧ **Objet : Préparer la phase 2 de la plateforme**

- Où ? 1 lieu physique ou virtuel
- Champs d'intervention ? Accueil, RH, administratif
- Financement ? Au CA, pro rata effectif,....

✧ **Questions :**

- Faut-il 1 plateforme centres (tous les centres) ?
- Faut-il 1 plateforme services vacances (tous les SV) ?
- 6 plateformes territoires

✧ **Sur le territoire 1 on a**

- 1 centre permanent : Morbecque
- 2 services vacances : Orléans, Compiègne

➔ Quel sens politique doit-on donner à la plateforme ?

Il s'agit là de la question principale qui a animé les débats. Au-delà, le deuxième questionnaire porte sur les choix et priorités à donner.

La première piste explorée a été de penser que le SV d'Orléans puisse devenir la référence SV du T1 sur le handicap.

Un problème : Freddy Lebon a été nommé RCT pour le territoire 5. Cette décision déstabilise le fonctionnement en région Picardie. Les équilibres n'ont toujours pas été trouvés.

La deuxième question interroge le regroupement des 2 SV (Orléans et Compiègne). Cette option pose la question de l'intérêt du regroupement en termes de pertinence politique et opérationnelle. Cette question se pose dans la mesure où il n'existe plus de SV régionaux, il en reste 4 nationaux.

Les questions qui se posent sur le territoire 1 en termes d'organisations sont liées aux moyens :

- Le problème des regroupements impose une charge de travail supplémentaire pour les salariés restant disponibles
- Pour gagner en efficacité et passer à la phase 2 il faut réfléchir aux moyens
- Associer les compétences dans les territoires
- Les RCT pilotent l'équipe administrative (à l'avenir), la mission passe de l'opérationnel à l'organisationnel

✧ **Sur Ile-de-France**, il existe un projet de développement en 2 axes :

- 1/ Gérer et développer la région
- 2/ Répondre aux enjeux sociaux

Idée : L'expertise de SV peut servir le suivi administratif pour aider les projets mini-camps et pallier le manque de remplissage des mini-camps.

Pour les formations BAFA-BAFAD, problème de formation, des idées, des projets, mais il faut faire des choix, ce qui sera fait lors du séminaire d'octobre.

Le constat en IDF est que l'on ne fait plus de formation, même si elles sont proposées, elles sont généralement annulées faute de participant et/ou de formateur car il n'y a plus d'équipe de formateurs.

Idée : peut-être prendre l'exemple de la formation en Nord-Pas-de-Calais et mettre en place des actions de mutualisation à chaque fois qu'elles sont possibles ?

✧ **Sur Picardie**, Freddy Lebon est RCT pour le territoire 5 et n'est donc plus à plein temps dans sa mission première. Cette décision a compliqué le fonctionnement sur un territoire déjà en difficulté

En termes de moyen il y a deux postes attachés au SV.

Comment faire avec l'existant ?

Il faut faire un diagnostic sur les charges de travail, des circuits internes pour détecter les doublons

Le rôle du DT se pose dans la nouvelle organisation plateforme : cela fait partie de ses missions d'animation

✧ Expérience du **Nord/Pas de Calais** sur la formation : Faire un pari, faire aussi bien en étant plus efficace Secrétaire en IDF si elle part c'est une catastrophe. Ce poste est important pour le maintien du lien de proximité.

Stratégie de formation sur le territoire en s'appuyant sur Morbecque comme pôle formation territoire. Cette idée doit passer par une phase de concertation.

- Actions Ecole : Mutualiser les pistes. Voir la place des bénévoles et la charge de travail des salarié

Envisager la plateforme en visant là où on veut aller et non pas à partir de là où on est.

On doit se poser la question en tenant compte des régions qui n'ont pas de salarié. La question du « Qui paie quoi » est essentielle.

Il faut aussi penser au non remplacement des postes qui peuvent mettre en difficulté certaine structure.

Pour ce faire, les DT assurent la mission de suivi et d'expertise.

✧ Etat des lieux

Pour finir sur le sujet il est décidé de faire un état des lieux des salariés sur le territoire pour mettre en relief les moyens disponibles et aider à la prise de décision.

- **Picardie** : 1 gestionnaire de SV (TP) ; 1 assistant de gestion (TP) ; 1 homme d'entretien (20H / CAE) ; 1 délégué régional (TP) ; 1 AT (TP)
- **Ile-de-France** : 1 AT (TP) ; 1 secrétaire (30H)
- **Nord-Pas-de-Calais** : 1 secrétaire (TP) ; 1 assistant polyvalent (TP) ; 1 AT (TP passe à Morbecque au 01/01/2014) ; 1 assistant de projet (TP emploi d'avenir)
- **Morbecque** : 1 directeur (TP) ; 1 homme d'entretien (¼ TP) ; 1 secrétaire administrative (TP) ; 1 secrétaire (0,8 TP) ; 1 chargé de com (TP) ; 1 secrétaire comptable (TP) ; 1 comptable (0,2) ; 2 animateurs TP) ; 1 animateur (0,75) ; 9 personnels techniques (5 à 57% et 4 à 80%) ; 1 cuisinier (extérieur)
- **Centre : SV Orléans** : 1 délégué national (TP) ; 2 directeurs adjoints (TP) ; 3 secrétaires (TP) ; 1 comptable (TP) ; 1 assistant de projet (TP) ; 1 assistant pédagogique (TP)
- **1 Délégué territorial**

Conclusion :

L'idée force de ce groupe est de mutualiser à chaque fois que cela est possible les moyens en prenant appui sur des structures en capacité d'accompagner les projets territoriaux. Par exemple la base de Morbecque comme plateforme de formation. Il faut maintenant réfléchir aux autres pistes de mutualisation.

TERRITOIRE 2

Présents : Hervé Kerbouët (TR Bretagne), Thibault Laurent (TR Pays de la Loire), Loïc Guillouet (TR Bec Rond), Yann Huaumé (Coord 35/Bec Rond), Véronique Gaillard (Directrice SV Caen), Laurent Zam (RR Bretagne), Stéphanie Villard (AT Bretagne), Sandrine Mandin (AT Pays-de-la-Loire), Guillaume Blanchard (RR Pays de la Loire), Guillaume Masson-Blin (AT Normandie), Céline (RR Normandie), Pascal Péron (DT), Ludovic Coupin (CD), Frédéric Le Plaine(CD)

✧ Echanges autour de la phase 1

Après l'explication par le membre du CD de l'objet du temps de travail, certains membres du groupe souhaitent d'abord aborder la mise en œuvre de la phase 1, en cours. Cette phase 1, autour de la mise en place des plateformes comptables, a besoin de temps pour permettre de mesurer son efficacité de fonctionnement et la pertinence des plateformes. Il faut aussi mettre l'accent sur la complémentarité entre économique et pédagogique à travers l'élaboration des budgets qui sont à construire. C'est une nouvelle culture de gestion à développer et il faut savoir se donner un peu de temps de respiration, même en cette période contrainte, pour réussir la phase 1. Le vrai test de la phase 1, c'est 2014.

Les SLA du périmètre national (SV et centres) doivent trouver leur place dans la dynamique de territoire dans la phase 2 en tenant compte des dimensions sectorielles qui engendrent des spécificités nécessaires.

L'échange autour de l'organisation des plates-formes montre la nécessité pour le territoire 2 de prendre le temps de mettre d'abord bien en place la phase 1.

✧ Phase 2

Les échanges ont porté sur la nécessité de poser un diagnostic permettant d'identifier de manière pertinente sur le territoire les actions supports qui pourraient faire l'objet d'une plateforme (identification liée au développement d'une compétence pour un meilleur service rendu)

- Plate-forme = outil qui répond à des besoins
- Quels sont les objectifs de la plate-forme ?
 - Question de l'intérêt d'une plate-forme de territoire croisée avec les secteurs SV/Centres
 - Selon les objets le périmètre de la plate-forme n'est pas commun (ex. de la centralisation des inscriptions qui peut avoir du sens pour les régions et pas pour le SV)
- Organisation : se poser la question des répartitions des rôles et des fonctions entre les acteurs (salariés et élus). Les plateformes peuvent être un outil pour optimiser le fonctionnement à condition de bien questionner l'apport et l'utilité du sens commun. Permettre à chacun de prioriser ses missions premières (question du temps professionnels et bénévoles) ; éliminer les éléments factuels pour dégager du temps (via l'organisation).
- Questions à poser :

- Question de la décision
- Accompagnement et formation comptable (compétence existant...)
- Quelques pistes évoquées : formation, communication, pédagogie... accompagnement du renouvellement des acteurs locaux, accueil (histoire, culture associative...)
En Pays de la Loire : besoin clairement exprimé d'un besoin de soutien : administratif, développement, accompagnement....

Conclusion : Le territoire a besoin de temps pour mettre en place correctement la phase 1. Il est bien fondé d'inscrire les professionnels pour une certaine centralisation des informations, mais il est aussi nécessaire d'accompagner et former les bénévoles au niveau politique. La phase 2 doit se faire à partir d'un diagnostic, avec un peu de temps, pour permettre un partage de tous les acteurs. Cela n'est pas possible en l'état au vu des difficultés structurelles et individuelles dans lesquels se trouvent certaines structures et certains acteurs.

TERRITOIRE 3

Présents : Laurent Bodereau (DT), Coralie Mercier (CD, TR Lorraine-Alsace), Maurice Grodwohl (RR Lorraine-Alsace.), Linda Pacault (AT Lorraine-Alsace), Alain Marché (coordinateur des SV), Olivier Cellier (CD, directeur Les Tronches), Christine Ribault (TR Bourgogne), Christophe Platre (directeur Chardonnay), Christophe Pierrot (TR adjoint Champagne-Ardenne), Claude Cordier-Richard (RR Bourgogne), Gilbert Grandjean (responsable Les Tronches), Martine Grodwohl (Trésorière Les Tronches), Mickael LISSARRE (vice-président du CD), Bernard Hameau (CD, responsable Morbecque).

La mise en place de la plateforme a permis de garder des gens et peut-être de les raccrocher à plus long terme. Il faut veiller à fédérer, plutôt que de vouloir coordonner. Cette plateforme se construira par la confrontation des réalités de chacun.

Aujourd'hui, Le CAA des Tronches et le service vacances de Chalon sur Saône restent autonomes pour leur gestion administrative

✧ La mise en œuvre de la phase 1

Les Constats

La plate-forme s'est construite autour de deux objets :

- La transmission des informations comptables et leurs saisies.
 - ✓ Préparation à la consolidation des SLA bénévoles
 - ✓ Budgets des échelons régionaux
- La gestion des inscriptions de la formation habilitée (BAFA).
 - ✓ Pour les régions : plaquette et gestion des inscriptions
 - ✓ Pour les centres permanents et SV : plaquette et transferts des appels pour les inscriptions

Le financement est organisé en fonction des deux activités :

- Comptabilité : forfait de journée de travail, reversé à la région Champagne-Ardenne, par les 3 autres régions.
- Formation : une clef forfaitaire en fonction du nombre de stagiaires de chaque région.

Questionnements

- Le financement : quelle modalité sur le long terme ?
- Gestion du personnel : qui accompagne et gère le travail de Séverine dans cette mission ?

✧ Vers la phase 2

Il faut accompagner cette phase de création d'identité par la confrontation des réalités de chacun. Attention à ne pas construire un mille-feuille en compilant les structures. Une bonne information est nécessaire pour permettre à chacun de participer à la création.

La confrontation des réalités pourrait par exemple concerner la formation. Un diagnostic partagé permettrait sans doute de sortir des représentations.

Un point essentiel : la plate-forme et l'action des régions doivent favoriser l'ancrage territorial, en construisant une identité.

Les questions que cela pose

- Le rôle du territoire : qui fait quoi ?
- Quelle responsabilité de l'initiative et du suivi de l'action de la plate-forme ? Qui assume cette responsabilité ?
- A terme, la RCT du territoire 3 sera-t-elle à temps plein sur des missions de la plate-forme ?

Perspectives et limites

- La plate-forme est un outil au service des bénévoles. Il ne faut pas que l'outil remplace des bénévoles
- Pour les fonctions logistiques tenues par des salariés, il faut identifier les compétences et profils et voir si certaines choses peuvent être faites à distance
- Les logiques de territoire pour la formation ne représentent pas toujours un périmètre « productif commercialement »
- L'avancée dans la dimension des remontées comptables est opérationnelle pour les régions, il faut en 2014 que cette remontée comptable soit effective pour toutes les SLA

✧ Conclusion

- Le financement national n'est pas une solution :
 - ✓ Il faut trouver de la valeur pour le financer
 - ✓ Ne pas seulement faire basculer la mission sur une autre structure
 - ✓ Les SLA peuvent participer en augmentant le prix des activités
- La plate-forme doit être un espace de dynamisme qui permet de mutualiser une énergie :
 - ✓ Identifier les objets sur lesquels le travail en plateforme peut apporter une plus-value, et définir les modalités de mise en œuvre
 - ✓ Eviter la simple compilation des structures
 - ✓ Faciliter la participation de tous, notamment à travers l'information

TERRITOIRE 4

Présents : Pascal Lartigues (DT), Adèle Barthas Ardourel et Gaël Utard (RR Midipy), Pierre Boulanger (RR Aquitaine), David Gualandi (AT Aquitaine), Xavier Lloret (AT Midipy), Jean Claude Botte (TR Poitou Charente), Murielle Marchal (Directrice Fabian)

✧ Introduction

La mise en place des plates-formes est unilatérale, elle relève d'un périmètre qui est défini dans chaque territoire (régions et centres) et c'est bien les élus qui décident de ce périmètre d'action

✧ Constat/état des lieux

- **Aquitaine :** Corinne (25h), compétences sur l'accueil et inscriptions BAFA
- **Midi-Pyrénées :** Fred (TP) ; Sophie (TP), accueil, inscriptions séjours et BAFA, compétences RH, vers compta ?
- **Bécours :** Lucille, comptabilité et secrétariat Bécours / Foucheval (mi-temps +5h depuis 1^{er} octobre)
- **Poitou-Charentes :** Anita (CAE-CUI 20H) secrétaire de Rochefort et quelques heures pour la région
- **Fabian :** Murielle fait le suivi du Budget, Fred fait la comptabilité
- **St. Pierre Del Forcats :** Claire 18h compta uniquement

Les trésoriers établissent et suivent le budget.

Une esquisse a été tracée autour d'un surcoût de 15 000€ en Aquitaine pour réaliser la comptabilité.

✧ Bilan Phase 1

- La mise en place du Référent Comptable Territorial (RCT) est effective depuis le 1^{er} septembre, l'indice de Frédéric SALVAN a été relevé et la prise en charge du différentiel est assumé par le siège jusqu'au 31/12
- Un volume de 5h de travail a été affecté à Lucille (Albi) à la décharge du travail de Fred, pris en charge financièrement par le siège du 1^{er}/10 au 31/12
- La remontée des budgets prévisionnels actualisée au 31/06 a été faite sur 5 structures sur 6, seule la région Poitou-Charentes n'a pas pu se faire en temps et en heure. L'arrivée de Jean-Claude Botte en charge de la trésorerie par intérim viendra au plus vite répondre à la commande de travail sur la région
- L'élaboration des budgets prévisionnels pour le 15 novembre est à remonter au RCT
 - Attention pas de confusion : l'affectation des dépenses doit être faite par la structure région ou centre avant transmission au secrétariat comptable affecté
 - Problèmes de comptabilité en Aquitaine avec le départ d'Annie
 - Les canaux de circulations (pièces comptables-retours-analyse-remontées...) sont à définir

✧ Perspectives Phase 2

- **Les Possibles**
 - Corinne prend tout le secrétariat des stages (inscriptions)
 - Mutualisation des personnes administratives
- **Imaginons**

- Une plate-forme centrale à Albi et annexe en régions et centre
- Un(e) secrétaire comptable pour les centres (Fabian, St Pierre, Bécours)
- Une centrale de réservation des centres (facturations, réservations, conventions...)
- Un secrétariat communication et inscriptions BAFA
- Vers une cartographie des compétences des personnels administratifs à faire...
- Une rencontre physique (en décembre) avec les personnels concernés (faire avec) voir avec les représentants élus pour une mise en place
- Vers une évaluation annuelle de la plate-forme avec les élus et RCT+DT+AT
- Mutualiser les salariés sur la plate-forme
- Organisation du service avec le RCT
- Pilotage du système par le RCT en lien et collaboration avec le DT

✧ Points positifs

- Associer les salariés dans les permanences et centres, faire un véritable lien

✧ Risques

- Eloignement du personnel technique et pédagogique. On perd la notion d'équipe dans le fonctionnement quotidien des permanences et centres
- Problème de gouvernance. Quel pilotage politique de la plate-forme ?

✧ Système économique

- Un forfait par action : un stage géré par une région est valorisé financièrement par un forfait versé à la région
- Comptabiliser en heure de travail ?
- Mutualiser les masses salariales et mesurer ce que cela donne pour chaque utilisateur ?

TERRITOIRE 5

Présents : Emmanuel Louis (DT), Stéfan Bouquet (RR Lyon), Emmanuelle Courtial (RR Auvergne Limousin), Elie Santy (TR Lyon), Sabine Moreau (AT Auvergne), Bertrand Pinlet (AT Lyon), Lydia Mounib (Directrice Valoire), Christophe Platre (Directeur Chardonnay), Eric Defrancisci (Directeur La Planche), (CD)

✧ Phase 1

La première étape est bien accueillie. Le DT, le RCT et la comptable du siège ont commencé à définir la méthodologie. Le RCT entrera en contact avec les trésoriers locaux et les responsables de SLA afin de définir les différents besoins d'accompagnement. L'échéance est fixée au 20/01/2014 avec une étape à mi-décembre pour les SLA en difficulté. La phase 1 sera l'occasion de relever les comptes dormant pour les fermer ainsi que les situations insatisfaisantes (cas d'un centre dont les immobilisations sont rattachées à une SLA fermée depuis plusieurs années et dont les comptes sont encore ouverts).

✧ Facteurs de réussite

- Le positionnement des trésoriers régionaux
- La place des secrétaires salariés quand il y en a
- Le cas de la région Lyon : une culture régionale qui positionne le coût des projets à côté de leur pertinence politique / éducative / développement permet depuis plusieurs années une conscience collective (région/centre/groupes) aujourd'hui bénéfique

✧ Facteurs d'empêchement

- Certaines SLA et trésoriers locaux qui appréhendent mal la notion d'association et/ou qui ne souhaitent pas être transparents et/ou qui pourraient jouer le « chantage ». Ces cas isolés seront traités par le DT et le RCT en soutien au trésorier régional. Il a été rappelé que les trésoriers régionaux ont le pouvoir sur l'ensemble des comptes rattachés à la région. Sans avancée, le Commissaire au compte a les compétences pour exiger la transparence et la remontée des comptabilités
- Un trésorier régional en indisponibilité (vie professionnelle intense) pour Auvergne-Limousin. Une solution devra se dessiner. L'animatrice régionale est également en compétence (formation comptabilité) pour soutenir le processus

✧ Phase 2

- Un échange qui a permis d'avancer sans aller jusqu'à la projection d'une plate-forme Administration /Finances/RH ou autre
- Les acteurs ayant le plus intervenu sont ceux de la région Lyon, région qui a su développer sa compétence gestionnaire et ne perçoit mécaniquement pas les besoins et les manques sur le reste du territoire
- Le territoire vit plusieurs dynamiques dont celle autour de l'inter région Rhône-Alpes (portée par une commission de réflexion) qui renvoie au congrès pour restructurer le territoire rhônalpin (une région ? une plate-forme ?). Bien que nécessaire, cette dynamique est excluant pour la région Auvergne-Limousin.

La région Auvergne-Limousin se réapproprie la dimension politique de son territoire : ses dynamiques de structures portent sur une différenciation de l'Auvergne et du Limousin (1 région politique, deux équipes ?) ainsi que son lien avec le centre national de La Planche qui peine à faire sa place dans le paysage de l'association

- Ces deux « territoires » ont toujours avancé ensemble dans l'informel. Chacun travaille ses problématiques pour être en mesure d'avancer avec l'autre dans quelques temps, certainement à partir de septembre 2014 ou janvier 2015
- Le centre de Valloire a émis son souhait d'être rattaché à la dynamique territoriale
- L'ensemble des acteurs a partagé la pertinence d'une plate-forme comptable. Une majorité a questionné l'enjeu d'en faire plus sans en dégager une priorité aujourd'hui. Un trésorier régional a pesé la pertinence de renforcer les moyens humains du siège plus que localement (Elie Senty)
- La région Auvergne-Limousin a questionné la centralité d'une hypothétique plate-forme à Lyon et a rappelé qu'il y avait des locaux disponibles dont nous sommes propriétaires à la permanence de Clermont-Ferrand (central en distance). La région Lyon a alerté sur le manque de locaux dans la permanence lyonnaise
- Il a été mentionné une inquiétude quant à la place de la gestion et du financier dans l'avenir de l'association, face à notre projet fondamentalement non marchand. Il a également été rappelé que le non marchand ne s'improvisait pas et nécessitait des compétences et des stratégies financières
- Face aux besoins régionaux, le manque de temps pour penser cette plate-forme a été mentionné par la région Lyon. Aujourd'hui, seul 1 des 4 animateurs salariés est présent (fin de CDD/congé maternité/RC). L'éventualité de ne pas pouvoir les remplacer par deux CDD aidés (stratégies élaborées pendant l'été) inquiète
- Quelles seront les régions demain de ce territoire ? Elles pourraient aussi bien être les mêmes qu'aujourd'hui ou « Rhône-Alpes + Auvergne + Limousin ». Il va falloir une organisation suffisamment simple et souple pour accompagner cela

✧ Retour du Délégué territorial

- Il y a deux sujets qui n'ont pu être abordés : **l'isolement des salariés (approche RH en général) et les compétences/besoins des équipes régionales pour soutenir les groupes** (approche développement et activité)
- La parole la plus émise a été celle de la région Lyon qui ne traverse pas directement de situations insatisfaisantes aujourd'hui de ces points de vue ci. Cependant, ces deux sujets ont été ceux qui ont permis d'ouvrir la réflexion sur l'espace rhônalpin
- Nous avons déjà travaillé localement la nécessité (au-delà de la pertinence) d'une seule et même équipe pour les trois régions de Rhône-Alpes. Mais le sujet est compliqué à travailler pour les élus qui se sont engagés dans une réflexion politique car il amène à différencier le technique et le politique pour accepter que l'un n'entraîne pas systématiquement l'autre
- Le positionnement des centres nationaux est une des forces de ce territoire. La restructuration du Domaine de La Planche en cours (aujourd'hui réflexion sur le cœur du projet) pourrait même en faire un lieu de vie politique, de formation et de camps pour les 4 régions et les groupes (centralité quasi inégalable et relative accessibilité)
- Cependant, les quatre régions n'ont pas encore abordé ces sujets collectivement. La commission de réflexion Rhône-Alpes pourrait intégrer la place du territoire dans une plate-forme facilitant la coopération : entre salariés et élus des quatre régions et centres pour définir les politiques territoriales et des budgets y afférant. Cette dynamique renvoie au calendrier politique des congrès
- N'ayons pas peur des mots : **les régions Auvergne-Limousin, Forez et Grenoble ainsi que le Domaine de la Planche sont depuis deux ans sous « tutelle » du délégué territorial**. La faiblesse et/ou les difficultés des équipes régionales pour animer la vie associative, pour construire le politique, pour projeter l'avenir, pour choisir, pour encadrer les salariés m'amène déjà à intervenir au cœur de ces structures. N'ayons pas peur, cela se fait tout en mobilisant et en amenant les acteurs locaux à monter en responsabilité et à construire ensemble (ex d'Auvergne-Limousin, ma place a permis de mobiliser le comité régional et le congrès). La région Lyon et le Chalet de Valloire ont des compétences mais n'ont pas la force de tirer l'ensemble vers le haut. La région Lyon est particulièrement prise par sa vie politique, ses projets propres et l'inter région. Aussi, une plate-forme englobant l'ensemble des salariés dans la réponse aux besoins des SLA (qui permettrait de faire vivre une équipe et de rompre l'isolement de ressources salariées tout en amenant les régions à co-élaborer les stratégies locales) ne pourra venir que de leur réalité seule. Elle demande l'apport d'une certaine expertise (DT/ED/CD)
- Mon analyse est qu'une seule équipe de salariés répartie sur le territoire mais réunie dans un projet répondra au mieux aux besoins de l'association

- L'ouverture d'une telle plate-forme en janvier me paraît compliquée politiquement pour la région Lyon mais répondra rapidement au besoin du reste du territoire
- Nous pouvons également nous appuyer sur la dynamique rhônalpine en cours et viser un passage par les comités régionaux de janvier + les congrès de mars pour permettre la conscientisation des acteurs locaux. Un tel scénario place l'importance de la démarche à côté de l'aboutissement de la plate-forme. Le chemin, la mise en œuvre permettent ainsi de mobiliser en renforçant la confiance en l'avenir et l'estime du collectif par le territoire

TERRITOIRE 6

Présents : Sylvain Roubligue (DT), Laetitia Ferté (EN), Jean Claude Herdalot (CD), Isabelle Soltysiak (CD, RR Côte d'Azur), Geneviève Lucas (RR Languedoc Roussillon), Laurent Dolias (RR Provence), Pierre Malet (TR Côte d'Azur), Maurice Marais (Responsable Le Fontenil), Flora Joly (AT Languedoc Roussillon), Nicolas Facino (AT Provence), Mickael Letertre (AT Côte d'Azur)

✦ Le constat de mise en œuvre de la phase 1

Les débats interrogent la mise en œuvre effective de la plate-forme en phase 1

Plusieurs objets sont discutés :

- Mise en place des RCT

Helena (secrétaire Côte d'Azur) a vu son temps de travail allongé, pour assumer la fonction RCT. A noter le congé maternité qui commence dans quelques semaines. Pas de lisibilité pour la suite.

Le 2 novembre, tous les trésoriers régionaux se rencontrent pour échanger autour de la remontée des comptes. Un échéancier a été construit, il vise la remontée des comptes de l'ensemble des SLA, au 31 janvier.

- Plateforme administrative

Il existe en PACA un lien administratif entre les deux régions EEDF : subventions + représentation en CRAJEP et CAPE. Les participants ne souhaitent pas aller plus loin sur cet objet.

- Plate-forme formation

Mise en place d'une plateforme téléphonique pour les inscriptions. Un numéro de téléphone unique, avec une répartition de la gestion entre les régions. C'est une satisfaction, elle va participer à l'amélioration du remplissage des stages.

Le numéro de tél fonctionne mal : il manque de la rigueur dans la gestion de la permanence téléphonique : problème de transfert d'appel pas mis en œuvre, non présence des secrétaires bénévoles de Provence. Sur la plaquette formation, il est décidé de poser le numéro de la plate-forme en première page et de repousser les numéros régionaux en interne.

Dans l'échange il est décidé de partager les bénéfices ou les pertes au prorata du nombre de stagiaires.

- Plate-forme pédagogique

La formation des délégués de classe est assurée aujourd'hui par Provence. Cette compétence pourrait faire l'objet d'une mutualisation ou d'un travail pédagogique partagé. Les régions ne semblent pas encore prêtes à avancer dans cette voie.

Chaque région organise des séjours ouverts. On pourrait réfléchir à un secrétariat commun pour les séjours ouverts. La proposition n'est pas à l'ordre du jour, pour le moment...

La position consiste à bien séparer les temps communs pédago et la plateforme.

✦ Les enjeux d'une plateforme administrative et financière

Chaque région souhaite conserver son autonomie de fonctionnement. Il est craint une perte d'autonomie politique à travers l'appauvrissement des permanences régionales. Chaque région est équilibrée, l'intérêt de la plate-forme est peu visible, donc peu attractif. La phase 2 n'est pas engagée.

✦ Vers une phase 2

Les échanges témoignent surtout d'interrogations :

- La disponibilité demandée autour de la plate-forme financière.

La mise en œuvre de la phase 2 sur le suivi comptable interroge : cela peut être une bonne chose mais des craintes sont exprimées sur la somme considérable de travail que cela suppose.

Les salariés interrogent leur disponibilité à s'engager sur des missions complémentaires au regard de leur réalité.

Les avis sont partagés sur la question, mais il est clair que la question est source d'inquiétude. Tout le monde est déjà débordé et l'idée évoque une surcharge de travail.

- L'accompagnement des personnes

Il est important de ne pas les laisser les secrétaires seules (Helena et Sandrine). La RCT ne doit pas gérer seule les 30 SLA. Elle doit rester en lien avec les trésoriers régionaux.

Comment pourrait-on les accompagner sur ces nouvelles missions ? Comment le lien doit-il se construire entre les différents échelons et personnes ? Il est exprimé la nécessité de former l'intégralité des acteurs. Une programmation de réunion trimestrielle est évoquée, sans avis.

- Les rôles et missions

Rôles des salariés et des élus. Les plateformes nécessitent de travailler différemment. Ca ne doit pas engendrer du travail en plus. Clarifier les sphères bénévoles et salariés.

- Un chantier d'actualité ?

On pointe la nécessité de finaliser les chantiers en cours avant d'en ouvrir d'autres.

✦ Des engagements

- Nécessité d'avoir toutes les comptes pour le 31 janvier
- La construction des budgets a été abordée. Les salariés sont le relai des élus pour tous les récupérer
- Une formation des trésoriers

Un engagement est pris autour de la formation des trésoriers. On constate aujourd'hui des différences de compétences entre les trésoriers régionaux. Il est nécessaire de garantir une formation en visant la construction d'une cohérence entre les 3 élus. Jean Claude assure la coordination de l'action programmée le 2 novembre.

- Les temps territoriaux

La préparation des temps de formation vécus en commun n'a pas permis d'associer toutes les régions. . Pour permettre le travail en commun, il faut que chacun s'engage à répondre aux sollicitations. Les trois régions s'engagent à mieux travailler en commun. La proposition de travail est validée (tremplin, for de for). On veillera à mieux poser le cadre dans la préparation de ces temps territoriaux et à mieux les coordonner !

- Formation des formateurs

Une rencontre téléphonique est prévue entre les salariés avant fin novembre.

✦ Conclusion

Le travail en commun génère de la satisfaction. Il nous faut prendre le temps pour définir ce dont on a envie et pour construire.

La mutualisation est en cours, mais il reste des choses à revoir. Beaucoup de changements ont été mis en place en peu de temps. Attention à garder de la sérénité.

Les besoins portent encore sur les échanges nécessaires entre les différents acteurs. Les informations doivent notamment être partagées avec les équipes régionales.

La phase 2 n'est que peu abordée. Sans doute n'en sommes-nous pas encore là

ECHANGES SALARIES : REFLEXIONS/ACTIONS CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT

ACCOMPAGNER LES SLA DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT

Groupe : personnel administratif, DT, AT

Présents : David Gualandi,

✦ Proposition d'action

S'appuyer sur la démarche, David met en place un groupe pilote pour étudier la question du développement des SLA en se saisissant de la dynamique ID d'Avenir et construire un plan de développement.

- ➔ David fait le retour des projets mis en place sur la région Aquitaine, issus des travaux des SLA
- ➔ L'évaluation pourrait servir de base pour élaborer une démarche de développement
- ➔ Actualiser les outils de développement qui existent. Il faut prendre le temps de trouver les outils existant et les modifier en fonction du nouveau fonctionnement de l'association et de l'environnement
- ➔ Accompagner les référents des clans aînés dans leur conduite d'un projet aînés de qualité

✦ Constats

- Le développement passe par les aînés. La priorité vise à conduire un travail sur la branche aînés, pour permettre à chaque aîné de vivre un vrai projet. Il faut éviter que les aînés soient utilisés comme des substituts à l'absence de responsables. La continuité de la branche permet une continuité des projets et des Respons et donc le développement de nouveaux projet et le développement de la SLA
- Intérêt de la démarche de David, dans le suivi sur le terrain, en proximité
- Le résultat de ID d'Avenir sur les groupes peut ramener un travail sur les aînés selon les problématiques que ces structures vont identifier

✦ Paramètres à prendre en compte :

- La question des parents
- La formation des responsables de clan
- Accompagnement des SLA dans la communication, la valorisation des actions et savoir faire
- Accompagnement des salariés pour la mise en place des démarches nationales au local
- Accompagnement à la prise de responsabilité
- Chaque création est unique. Il n'y a pas de démarche type. Les documents ne peuvent pas être des schémas reproductibles mais seulement des aides. C'est une question d'opportunité
- Couvrir l'ensemble des profils SLA

- Notion de seuil critique en fonction du taux d'encadrement, nombre de Responsables pour quelle branche
- Travailler sur la mise en réseau des personnes. Il faut trouver des solutions alternatives pour suppléer au rôle du siège et des régions.

LE RECRUTEMENT DES RESPONSABLES

Présents : Stéphanie Villard, Flora.joly, Guillaume.Masson-Blin,

✧ Objectif

Étoffer nos équipes de responsables d'animation, et les pérenniser.

Dans ce sens, nous entendons par recrutement :

- **faire venir** des gens
- faire en sorte qu'**ils restent** pour une durée significative, traduisant un certain engagement.

Nous pouvons identifier facilement deux sources de provenance des nouveaux cadres de l'association :

- l'interne : aînés, anciens, cadres qui déménagent
- l'externe : lycéens, jeunes étudiants, etc.

○ Déroulement méthodologique

Partant du principe qu'une expérience réussie ne peut être transposable telle quelle dans un autre territoire, vu la complexité des thématiques, nous proposons d'identifier les étapes nécessaires et incontournables.

Nous identifions **trois étapes pour arriver à notre objectif : faire venir, accueillir, fidéliser.**

Pour réaliser une action de recrutement digne de ce nom, il faut une volonté politique et des personnes pour la mettre en œuvre : recruter quelqu'un, c'est l'amener à s'engager dans notre association. Ça ne peut pas se faire sans **un engagement de notre part** : bien accueillir, intégrer au groupe, expliquer, former, valoriser ne peut être fait sans un programme établi et une équipe pour le porter. **Le recrutement, c'est une action collective. Cela nous concerne et nous engage tous.**

À partir de ces étapes que nous établirons comme objectif généraux, **nous déclinons des objectifs opérationnels et des moyens à mettre en œuvre. Ces deux derniers ne sont pas exhaustifs** : il y a sûrement nombre d'éléments à ajouter dans ces colonnes. Ce que nous proposons est le fruit d'expériences variées, qui peuvent fonctionner à certains endroits mais pas dans d'autres. Il existe sûrement des méthodes auxquelles nous n'avons pas pensé. Mais ces exemples peuvent être une base de départ à une réflexion collective.

Objectif généraux	Objectifs opérationnels	Moyens
FAIRE VENIR	<ul style="list-style-type: none"> • communication • Susciter l'intérêt • S'appuyer sur la formation • Faire jouer nos réseaux • Recrutement : des actions habituelles, reconnues et investies • Mobiliser nos partenariats, avec lesquels on est complémentaires, pour agir ensemble et se découvrir dans l'action 	<ul style="list-style-type: none"> - affiches, plaquettes - réseaux sociaux - Financer une formation (BAFA, BAFD) - Permettre d'être un lieu d'engagement. - On invite des extérieurs sur nos café philos - promotion sur nos BAFA et BAFD - les responsables font venir des amis du lycée - enseignants font la promotion dans les établissements - tout professionnel travaillant auprès de public cible intervient. - affichage dans les facs, - participer à des forums associatifs. - essayer d'avoir des tables dans les lycées. <p>Divers exemples en territoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liens avec l'AFEV sur les facs. - JPA met en lien les asso entre elles - Jouer sur la complémentarité : les CEMÉA n'organisent pas d'activité. Nous avons un terrain d'expérimentation pour eux)
ACCUEIL	<p>À distinguer : L'accueil dans l'association et dans la fonction.</p> <ul style="list-style-type: none"> • accueil dans l'association <ul style="list-style-type: none"> ○ L'accueil matériel 	<ul style="list-style-type: none"> - Un objet physique pour marquer le coup. Par exemple, un classeur du responsable : avec la présentation des différents éléments de la branche, de l'histoire, des

	<ul style="list-style-type: none"> ◦ L'accueil avec ses pairs ◦ L'accueil dans la SLA ◦ Le parrainage • <u>accueil dans la fonction : donner les moyens d'agir</u> 	<p>fiches techniques, etc. Tremplin régional, Temps de regroupement départementaux Temps dédié sur le groupe local. Temps d'accueil des nouveaux à prévoir, sur une APL ou autre. Visite du local, etc. Avoir un référent identifié dans la structure locale. Quelqu'un repère qui répond aux questions, qui rassure, etc. Ça peut être un RU, un référent pédagogique. Formation (habileté ET continue) Kit de branche Classeur du responsable</p>
FIDÉLISATION	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation de l'engagement <ul style="list-style-type: none"> ◦ en interne ◦ en externe • Maintenir le lien avec les responsables un peu à bout de souffle, etc. • Limiter la tentation du captage de forces ◦ Responsabilisation, en lien avec la compétence. 	<p>remerciements temps conviviaux par le biais de la valorisation des compétences (cf. livret de l'accompagnement sur les compétences) - permettre un engagement ponctuel qui est la modalité principale d'engagement aujourd'hui. Modèle dont tient compte l'AFEV qui propose des engagements courts. - équipe d'action régionale, actions pour un groupe, etc. - Permettre aux responsables qui déménagent de pouvoir s'engager à proximité de leurs lieux d'étude - systématiser les contacts avec les lieux d'arrivée. savoir proposer des missions / pôles d'engagements qui sont sources d'épanouissement et non pas de difficultés. Des missions adaptées aux compétences et aux envies. Ne pas forcer l'engagement.</p>

✧ Indicateurs

Nous avons fait le choix de donner des indicateurs généraux pour évaluer la qualité du recrutement et c'est ce qui nous intéresse. Pour affiner, on pourrait, faire le choix de mettre en œuvre des indicateurs pour chaque objectif opérationnel, mais ils ont, dans notre cas plutôt valeur d'exemple.

◦ **Indicateur d'efficacité**

- nombre de responsables qui viennent
- nombre de ceux qui viennent de l'extérieur
- nombre de ceux qui viennent de l'interne
- nombre de ceux qui restent jusqu'à la fin de l'année
- nombre de ceux qui continuent à la rentrée suivante

◦ **Indicateurs d'efficience**

- niveaux d'implication
- éléments de langage (discours positif ou négatif)
- fréquence de participation aux formations et temps de vie associative

✧ **Des petites assertions et métaphores pour faire réfléchir sur le sujet**

- "Ils nous donnent du temps, il faut leur laisser le temps."
- "on ne fait pas grandir une plante en tirant sur la tige. »

ATELIER COMMUNICATION COMMERCIALISATION DE NOS SEJOURS / ACTIVITES OUVERTS (CAMPS OUVERTS, CROQ' NATURE)

Présents : Pascal PERON, Nicolas FACINO, Alain MARCHE, Sandrine MANDIN, Xavier BLAZEJEWSKI, Marion AUDET, Mickael LETERTRE, Xavier LLORET, Pascal LARTIGUE

✧ **Des Pilotes**

- Marion AUDET et Xavier LLORET

✦ Objectifs partagés de l'atelier

- Comment remplir nos séjours/stage
- Mettre en place un outil de communication performant à destination des CE, Conseil Généraux,...
- S'ouvrir au conventionnement avec les Mairies, CG, institutions ...

✦ Proposition d'action

➔ Court terme : Mutualiser les moyens existants

- Créer une gamme d'outils de communication mutualisés (catalogue, plaquette, affiche) proposée au niveau national, à personnaliser en région
- Recenser l'ensemble des activités ouvertes et leurs périodicités
- Editer une plaquette pour les séjours ouverts, en partant de l'exemple du dispositif « séjours ski », de Midi Py

➔ Moyen terme

- Définir et préciser une gamme de produit séjour « made in EEDF », en fonction des propositions déjà existantes et présentes en région
 - Ex : Croq'nature, « premiers départ » / découverte scoutisme / partenariats,...
- Harmoniser le calendrier de prépa des communications

➔ Long terme :

- Identifier des secteurs de développements pédagogiques et les structurer de manière économique (rentabilité, investissement,...)

✦ Premier état des lieux

○ Midi-Py :

- Organise des séjours hiver, été
- Accueil des 1ers départs avec UNAT
- Cout 450€ pour 10 jours

○ Provence :

- Organise des séjours été
- A déclenché une convention avec des partenaires
- Accueil des 1ers départs avec UNAT

○ Cote d'azur

- Organise des séjours d'été
- Un site qui marche
- Partenariats avec les services sociaux qui commencent à nous reconnaître

✦ Constats

- Besoin d'un outil de communication (charte graphique) qui puisse être approprié et ne pas faire amateur face à la concurrence. L'outil doit permettre une utilisation facile, au sein des permanences, avec une possibilité de formation, si besoin
- Un site internet adéquat, qui permette d'aller « chercher un client ». Il existe un exemple à travers l'outil via UNAT : portail colo.com
- Nos affiches communiquent mal nos séjours (trop interne)
- Besoin de Clarifier les gammes de « produit » (camps ouvert, écolo camps, Croq'Nature). Que doit-on proposer comme produit (découverte scoutisme) ?
- Un plan de Communication à structurer, à organiser. La construction d'un dispositif de démarchage des futurs clients. On peut envisager de mutualiser les clients : étudier les ponts possibles entre organismes.
- Séjours organisés avec un minimum (conventionnement) + extérieur
- Des transferts aussi sur des animateurs qui se transforment en responsable EEDF
- Poser aussi la question de la « Mixité sociale des séjours ». Qui doit faire le lien avec le projet pour en assurer la qualité (compétence de l'équipe,...) ?

COMMUNICATION COMMERCIALISATION DES PROJETS DES CENTRES NATIONAUX DANS UN PILOTAGE PEDAGOGIQUE NATIONAL

Groupe constitué de gestionnaires et directeurs de centre (plus Jean Louis le DT). Nous avons donc parlé de la communication et de la commercialisation de notre point de vue.

✦ **Constat** : Comme échangé lors de nos réunions de gestionnaires, il semble intéressant de créer un site internet qui regrouperait l'ensemble de nos hébergements pour rendre leur visibilité plus grande. Malheureusement le temps et l'argent nous manque à tous pour mener à bien ce projet.

- ✧ **Action** : Ce constat nous à amener à échanger sur la direction des centres. Ainsi il nous semble important à tous d'avoir une véritable réflexion sur cette entité afin de la rendre la plus efficiente possible et de pouvoir mieux organiser des actions communes.

ECHANGES ELUS : SITUATION GENERALE DE L'ASSOCIATION

Le comité Directeur décide de ne pas rendre compte de ce temps.

INFO AG 2014 : LIEU ; METHODE DE FINALISATION DU REGLEMENT GENERAL

- ✧ **Assemblée générale des 14 et 15 juin 2014.** A ce jour, candidatures officielles de 2 ou 3 régions.
Le 17 novembre : étude des différentes propositions en fonction du cahier des charges mis en place et communiqué (aspects économiques, accessibilité...).
- ✧ **Règlement général et statuts.** Pas de retour particulier du conseil d'état. A priori pas de nécessité de passer par une AG exceptionnelle. Retour en janvier avec des ajustements en prenant en compte certains éléments. Il n'y aura pas un nouveau « moulinage » de l'intégralité des travaux.
- ✧ **Rencontre du 16 novembre entre le CD et les responsables régionaux**
Horaires : 9h30 à 17h30. Pas d'hébergement pour les RR. Nécessité de respecter les modalités d'inscriptions.
Demande de rigueur sur les horaires, exprimée par le Président.
- ✧ **Scoutisme Français** : présentation des Universités d'automne
- ✧ **Salon de l'éducation** porte la Thématique égalité homme femme cette année. Présentation des différents enjeux, un intérêt fort est exprimé au sujet samedi 23 novembre après midi, où une conférence débats / témoignages sur le rapprochement EDF FFE-branche neutre aura lieu
- ✧ **International** : Nomination de 2 commissaires internationaux : Fiona Lejosne et Nizar Yaiche
30 novembre et 1^{er} décembre : WE de préparation des projets internationaux. Appel à candidature pour participer à 3 projets en partenariat avec l'Organisation du Scout Marocain
- ✧ **Centenaire des scouts luxembourgeois** : intérêt manifesté par la région Champagne Ardennes pour y participer
- ✧ **Formation leadership** (planification de la relève). 3 WE prévus : mars 2013, annulé, puis reporté au 30 nov. /1^{er} déc. à destination des cadres de l'Association (élus et salariés)
- ✧ **Hommage à François Giraud responsable SLA service vacances Compiègne**
On se souvient de sa motivation à rendre accessible aux sourds et malentendants, les différents temps de rencontre ou de formations. Emilie Vaux rappelle l'absence de prise en compte de cet enjeu, dans les travaux de la dernière AG.
- ✧ **WE convivialité à Valloire les 18 et 19 janvier 2014**
- ✧ **Rassemblements de Toussaint.** Nécessité de s'inscrire rapidement sur le portail

BILAN DU CONSEIL NATIONAL

- ✧ Temps élus : échange intéressant. Pourquoi pas le reproduire à chaque CN ?
- ✧ Moment historique en termes de communication
- ✧ Appel au discernement des choix en connaissance des conséquences
- ✧ Les éclairages nécessaires ont été apportés. Remerciement vers le CD
- ✧ Retour sur « l'incident » lors de l'AG pour l'accueil des sourds sur nos AG

PRESENTS AU CONSEIL NATIONAL

COMITE DIRECTEUR		
AZOUZ MENARD	Sigrid	Comité Directeur
CELLIER	Olivier	Comité Directeur
COUPIN	Ludovic	Comité Directeur
DANIEL	Yannick	Président
DEROUARD	Raymonde	Comité Directeur
DEVREYER	Marie-Anne	Comité Directeur
DISCONSI	Cédric	Trésorier
HAMEAU	Bernard	Comité Directeur
HERDALOT	Jean-Claude	Comité Directeur
LE PLAINE	Frédéric	Comité Directeur
LISSARRE	Mickaël	Vice-président
LOUBET	Elsa	Comité Directeur
MATHIEU	Dominique	Comité Directeur
MERCIER	Coralie	Comité Directeur
SERENO	Daniel	Trésorier adjoint
SOLTYSIAK	Isabelle	Secrétaire
TALOIS	Jean-Yves	Secrétaire adjoint
ENE		
AISSOU	Bruno	Equipe Nationale
AUDET	Marion	Equipe Nationale
BISSON	Didier	Equipe Nationale
BODEREAU	Laurent	Délégué Territorial
DELPEY	Claudie	Equipe Nationale
DUPUIS	Jean-Louis	Délégué Territorial
DUSSOUT	Bruno	Equipe Nationale
FERTE	Laëtitia	Equipe Nationale
LARTIGUE	Pascal	Délégué Territorial
LOUIS	Emmanuel	Délégué Territorial
MARCHE	Alain	Equipe Nationale
PERON	Pascal	Délégué Territorial
ROUBLIQUE	Sylvain	Délégué Territorial
RESPONSABLES REGIONAUX		
BOULANGER	Pierre	Aquitaine
COURTIAL	Emmanuelle	Auvergne-Limousin
CORDIER RICHARD	Claude	Bourgogne
ZAM	Laurent	Bretagne
LECAT	Florence	ÉR Nord Pas De Calais
NANCY	Yannick	Franche Comte
DONNARD	Justine	Ile de France
LUCAS	Geneviève	Languedoc Roussillon
GRODWOHL	Maurice	Lorraine Alsace
BOUQUET	Stéfan	Lyon
BARTHAS	Adèle	Midi-Pyrénées
UTARD	Gaël	Midi-Pyrénées
DHOYER	Isabelle	Nord Pas De Calais
LEBAILLY	Céline	Normandie
BLANCHARD	Guillaume	Pays De La Loire
DOLIAS	Laurent	Provence
TRESORIERES REGIONAUX ET DE SLA		
GUILLOUET	Loïc	Bec Rond
RIBAULT	Christine	Bourgogne
PIERROT	Christophe	Champagne Ard
MALET	Pierre	Côte d'Azur
ABRANT	Anne	Forez
GRODWOHL	Martine	Les Tronches
SENTY	Elie	Lyon
LAURENT	Thibault	Pays De La Loire
QUERBOUET	Hervé	Bretagne
BOTTE	Jean-Claude	Poitou Charentes

ANIMATEURS TERRITORIAUX – DE PROJETS		
GUALANDI	David	Aquitaine
MOREAU	Sabine	Auvergne-Lim. Projets
VILLARD	Stéphanie	Bretagne
LETERTRE	Mickaël	Côte d'azur
AUGER	Maud	Ile De France
JOLY	Flora	Languedoc Roussillon
PACAULT	Linda	Lorraine Alsace
PINLET	Bertrand	Lyon
LLORET	Xavier	Midi-Pyrénées
GLORIANT	Nicolas	Nord Pas De Calais
MASSON BLIN	Guillaume	Normandie
MANDIN	Sandrine	Pays De La Loire
FACINO	Nicolas	Provence
SERVICES VACANCES		
BLAZEJEWski	Xavier	Directeur Orléans
GAILLARD	Véro	Directrice Caen
VEAUX	Emilie	Directrice Compiègne
RESPONSABLES ET DIRECTEURS DE CENTRES		
HUAUME	Yann	Directeur Bec Rond
CROUX	Olivier	Directeur Les Tronches
DE FRANCISCI	Eric	Directeur La Planche
GRANDJEAN	Gilbert	Responsable Les Tronches
HERMANT	Jérémie	Directeur Morbecque
MARAIS	Maurice	Responsable Le Fonteniil
MARCHAL	Murielle	Directrice Fabian
MOUNIB	Lydia	Directrice Valloire
PLATRE	Christophe	Directeur Chardonnay
INVITÉS		
DEROUARD	Philippe	CAF
GIRARD	Philippe	Consultant
EXCUSES		
COCQUEBERT	Vincent	Délégué général
TETRON	Nadine	Vice-Présidente
ROGUE	Thomas	RR
THOMAS	Nicole	RR Poitou-Charentes
FOUSSIER	Suzanne	TR Centre
MUNIER	Benjamin	TR
BLANCHET	Chantal	TR Provence
BERSOT	Hubert	AT Champagne Ardenne
GERY	Amélie	AT Forez
CHAVATTE	Maxime	Animateur projets Nord Pas De Calais
MACHU	Bernard	Responsable Bécours
LAMY ROUSSEAU	Béatrice	Directrice Bois d'Amont
DUVIVIER	Yan	Responsable
GAILLARD	Maguy	CAF/Respons. Bec Rond
FUSTER	Marie-Jo	CD
DAVID BLAZY	Sam	Directrice SV
BERTEMONT	François	Normandie
SCHURCH	Emilie	CD
MALET	Pierre	TR Côte d'Azur
BERT	Nicolas	AT Picardie